Coordonner la construction territoriale par une vision du futur. Les dynamiques d'investissement agricole dans l'InterScot toulousain

Coordinating territorial construction with a vision of the future. Agricultural investment dynamics in the Toulouse InterSCoT project

Mikaël Akimowicz et Charilaos Képhaliacos

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/5851>

DOI : 10.4000/economierurale.5851

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2018

Pagination : 29-50

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Mikaël Akimowicz et Charilaos Képhaliacos, « Coordonner la construction territoriale par une vision du futur. Les dynamiques d'investissement agricole dans l'InterScot toulousain », *Économie rurale* [En ligne], 365 | Juillet-septembre 2018, mis en ligne le 30 septembre 2020, consulté le 09 janvier 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/5851> ; DOI : 10.4000/economierurale.5851

Coordonner la construction territoriale par une vision du futur

Les dynamiques d'investissement agricole dans l'InterScot toulousain

Mikael AKIMOWICZ • *Rural Development Institute, Brandon University, Brandon, MB*
akimowiczmb@brandonu.ca

Charilaos KÉPHALIACOS • *IEP Toulouse, ENSFEA, LEREPS, Castanet Tolosan*
charilaos.kephaliacos@educagri.fr

L'urbanisation rapide questionne les conditions de préservation d'un secteur agricole viable dans les espaces périurbains. À travers le prisme des décisions d'investissement des agriculteurs, l'article interroge l'émergence d'une vision partagée du futur dans l'InterScot toulousain. Les auteurs analysent vingt entretiens avec des agriculteurs à la lumière du concept de futurité de J.R. Commons et en triangulant les résultats à l'aide d'un focus group avec des acteurs de la planification urbaine et de l'encadrement agricole. Les résultats soulignent un manque significatif de coordination entre ces acteurs. La remise en question de pratiques de l'encadrement ainsi que la construction d'une vision partagée du futur entre les acteurs du développement local apparaissent nécessaires pour une meilleure insertion des projets des agriculteurs dans le projet territorial toulousain.

MOTS-CLÉS : *investissement, futurité, agriculture périurbaine, construction territoriale, InterScot toulousain*

Coordinating territorial construction with a vision of the future. Agricultural investment dynamics in the Toulouse InterScot project

Rapid urban growth challenges territorial approaches for preserving a viable farming industry in peri-urban areas. By looking at farmers' investment decision-making, we investigate the emergence of a shared vision of the future in the Toulouse InterScot project. In this paper, authors analyze twenty in-depth interviews with farmers, in light of John R. Commons' concept of futurity, and triangulate the results during a focus group with urban planning and agricultural extension stakeholders. Our results highlight a significant lack of coordination among these actors. A critical investigation of local development stakeholders' practices as well as the construction of a shared vision of the future seem necessary for a better integration of farmers' projects within the Toulouse InterScot territorial project. (JEL: Q15, Q12, R52, R58).

KEYWORDS: *investment, futurity, territorial construction, peri-urban agriculture, Toulouse InterScot*

L'urbanisation rapide des espaces agricoles à proximité des centres urbains, à l'origine de débats sur la durabilité et la souveraineté alimentaire des aires urbaines (Zoomers *et al.*, 2017), pose la question de la gouvernance foncière de ces espaces (Boisson, 2005 ; Jouve et Vianey, 2012 ; Patti, 2016). Aujourd'hui, celle-ci est

envisagée comme une approche globale de l'espace qui définit de nouvelles formes de coordination (Gruening, 2008). Construits par les acteurs, les projets de territorialisation – *i.e.*, la définition d'une zone géographique aux frontières délimitées au sein de laquelle les relations sont organisées et pilotées par des groupes ou des populations

particulières qui se reconnaissent dans des projets communs (Sack, 1986) – se multiplient. À la suite de la création des Schémas de cohérence territoriale (SCoT) en 2000, le préfet de l'ex-Région Midi-Pyrénées a initié en 2001 une réflexion collective sur les enjeux de l'aménagement de l'aire urbaine toulousaine. Cette réflexion s'est traduite en 2010 par la définition d'un nouvel espace d'action, l'InterSCoT, ainsi que d'une vision stratégique dont l'un des objectifs est de maintenir une activité agricole à proximité de la métropole toulousaine. Au sein de l'InterSCoT,¹ la lutte contre la pression urbaine repose entre autres sur l'articulation pragmatique de projets agricoles et environnementaux, afin de limiter les conflits d'usage tout en respectant les spécificités locales, plutôt que sur une approche conservatoire. Avec 88 % des espaces de l'InterSCoT répertoriés comme agricoles et naturels en 2010, le projet de Couronne verte reflète cet engagement (AUAT, 2010).

Les espaces agricoles de l'InterSCoT, à l'origine d'une production générique, font figure d'espaces agricoles favorables où se développerait le modèle dominant comme décrit par Allaire et Boyer (1995). En combinant de manière conventionnelle une quantité moyenne de capital et de travail, une surface moyenne de foncier, et en recourant à des itinéraires techniques conventionnels, les exploitations du modèle dominant créent un volume de production compatible avec les prix relatifs des facteurs de production ainsi que les cours du marché mondial². Howley *et al.* (2015) ont montré que cette attitude productiviste persistait chez les agriculteurs malgré

un changement de régime de la Politique Agricole Commune (PAC) caractérisé par le découplage des aides et de la production. Toutefois, les contraintes liées à la proximité urbaine et l'émergence d'espaces périurbains semblent avoir remis en cause la prégnance du modèle dominant au sein de l'InterSCoT ; elles pousseraient les agriculteurs à valoriser des actifs spécifiques territoriaux sur les marchés urbains (Duvernoy, 2016).

Les espaces périurbains, lieux d'articulation des influences urbaines et rurales (Berger, 1989 ; Vianey *et al.*, 2006 ; Berdegú *et al.*, 2015), sont des espaces intermédiaires dont la composante agricole a longtemps été perçue comme une réserve foncière pour résidents urbains en mal de ruralité. Aujourd'hui, cette dernière est plutôt considérée comme une ressource à protéger. À l'échelle de l'exploitation agricole, ces influences se traduisent par un ensemble d'opportunités et de contraintes auxquelles doivent s'adapter les agriculteurs (Bryant et Johnston, 1992 ; Houdart *et al.*, 2012). En mobilisant leurs représentations du monde, les agriculteurs peuvent construire des conjectures relatives aux évolutions de leur environnement et définir des projets. Mis en œuvre à travers les décisions d'investissement, ces projets permettent aux agriculteurs de s'adapter à leur contexte productif (environnemental, socio-économique et institutionnel) et témoignent de leur futurité, au sens de Commons (1934), c'est-à-dire de leur engagement dans des projets sur la base des résultats anticipés. En outre, la décision d'investissement met en jeu l'interdépendance entre agriculteurs et acteurs du développement local dont les actions et les engagements modifient les perceptions individuelles de chaque acteur.

Dans les espaces périurbains de l'InterSCoT, à la fois la profession agricole (Chambre d'agriculture, Société

1. Dans la suite de cet article, l'espace délimité par l'InterSCoT sera assimilé à l'InterSCoT, projet politique de construction territoriale.

2. Les subventions reçues par les agriculteurs peuvent également orienter les décisions de production, voir par exemple Latruffe *et al.* (2013).

d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural³ [SAFER], les syndicats agricoles, coopératives, groupements de producteurs...), les acteurs traditionnels du monde rural, et les organismes d'aménagement urbain, pour lesquels la question agricole est un enjeu récent, sont compétents sur la question agricole. Malgré des expertises et des routines organisationnelles différentes, ces deux catégories d'acteurs interagissent. Empreintes d'une forme de subjectivité résultant des jeux d'acteurs locaux, leurs actions, déterminées par leurs représentations de l'activité agricole, peuvent aboutir à des incompréhensions, voire à des conflits (Talbot, 2010 ; Taylor et Van Grieken, 2015). La bonne coordination de l'ensemble de ces acteurs est donc un enjeu primordial du fait de leur diversité.

Dans cet article, nous éclairons la gouvernance de l'activité agricole dans les espaces périurbains et la capacité des acteurs de l'encadrement agricole et de la planification urbaine à accompagner les projets des agriculteurs. L'originalité de cet article est, d'une part, de considérer la capacité des parties prenantes à construire et promouvoir une vision du futur pour un projet agricole partagé. D'autre part, l'emploi d'une méthode qualitative et compréhensive, fondée sur l'analyse des cartes mentales des décisions d'investissement des agriculteurs, contribue à l'originalité empirique de cet article. Celui-ci s'inscrit dans la tradition institutionnaliste des sciences économiques en éclairant les représentations des freins et des leviers micro- et méso-économiques de l'action des agriculteurs (Wilber et Harrison, 1978 ; Singh *et al.*, 2016). Tout d'abord, la synthèse des résultats de la littérature se concentrera sur la difficulté à

faire émerger une vision partagée du futur entre agriculteurs et acteurs du développement local pour un projet agricole périurbain durable. Puis, nous détaillerons la méthode et les données utilisées. Enfin, les résultats seront présentés et discutés.

L'enjeu agricole dans les espaces périurbains Revue de la littérature

La mise en place de l'InterSCot toulousain repose notamment sur l'intégration dans le projet territorial de l'activité agricole des franges périurbaines. Dans cette section, nous montrons, d'une part, que les externalités positives de l'activité agricole peuvent constituer une ressource territoriale et, d'autre part, que leur activation nécessite la définition d'une vision partagée entre agriculteurs et acteurs du développement local.

Les exploitations agricoles s'insèrent à la fois dans une dynamique de filière et territoriale (Rastoin et Gherzi, 2010). Depuis la seconde moitié du XX^e siècle, les décisions des agriculteurs français, et notamment leurs décisions d'investissement, ont été pilotées en grande partie par les filières (Hervieu et Purseigle, 2013 ; Campagne et Pecqueur, 2014). L'émergence politique récente des territoires a toutefois changé la donne. Les « politiques dites territoriales visent un développement plus intégré et plus transversal par rapport aux politiques sectorielles, et surtout un développement défini à l'échelle locale » (Duvernoy, 2016). Lieux de décision où sont mis en œuvre des processus de développement, les territoires sont construits par les acteurs (Colletis et Pecqueur, 2005 ; Campagne et Pecqueur, 2014 ; Gueringer *et al.*, 2016). Cette construction requiert i) l'émergence de coordinations efficaces entre des acteurs aux rationalités et intérêts divergents et ii)

3. Les SAFERs sont organisées en réseau. Le territoire de l'InterSCoT toulousain dépend, pour la période concernée par cette recherche, de la SAFER Gascogne Haut-Languedoc.

la mise en valeur des ressources spécifiques du territoire telles que, par exemple, une production agricole, des aménités ou un panier de biens et services.

Dans leur analyse du processus de territorialisation de l'intercommunalité montpelliéraine, Jarrige *et al.* (2006) estiment que l'agriculture « constitue à ce titre un actif spécifique remarquable à condition de faire l'objet d'une véritable activation-requalification en tant que ressource du territoire » ; point de vue partagé par Vianey *et al.* (2006), Gueringer (2008), ou encore Duvernoy (2016) dans le cadre de l'analyse d'autres territoires français. Le caractère multifonctionnel de l'agriculture pourrait notamment être assez facilement mis en valeur dans les espaces périurbains (Zasada 2011). L'agriculture n'est donc pas *de facto* une ressource sur laquelle peut s'articuler un projet de territorialisation ; il faut en activer le potentiel, objectif qui peut se révéler particulièrement ardu dans les espaces périurbains. Par ailleurs, les agriculteurs des espaces périurbains développent des stratégies variées qui n'entrent pas toujours en résonance avec les projets territoriaux dans lesquels leur activité s'insère : agrandissement foncier, mise en place d'ateliers ou de productions à forte valeur ajoutée – moins gourmands en foncier –, double activité, voire attente dans le cadre d'une volonté de conservation du patrimoine familial (Houdart *et al.*, 2012 ; Inwood et Sharp, 2012 ; Duesberg *et al.*, 2017). Mais aussi, les conflits entre agriculteurs et résidents urbains, fréquents dans les espaces périurbains, révèlent un manque de coordination entre acteurs (Darly et Torre, 2013 ; Akimowicz *et al.*, 2016). Toutefois, ces conflits pourraient être atténués par la révélation des ressources et actifs du territoire dont la valorisation économique dépend d'une meilleure coordination des acteurs (Del Corso et Képhaliacos, 2012 ; Campagne et Pecqueur, 2014).

La coordination efficace entre acteurs nécessiterait de définir une vision commune facilitant l'anticipation des actions de chacun afin de diminuer les risques de tension ou de conflit (Del Corso et Képhaliacos, 2012). Au cœur de ce processus de coordination, Duvernoy (2016) a mis en évidence le rôle bénéfique des partenariats informels qui permettent de faire vivre un projet de territorialisation. L'articulation inadéquate de ces partenariats informels peut se révéler à l'origine de l'échec des actions collectives du fait du manque d'espaces de concertation où se construiraient les procédures de coordination (Crespo *et al.*, 2014 ; Del Corso *et al.*, 2015). À travers l'échange d'information au sein de ses réseaux, chaque agriculteur construit une forme d'identité qui influence les pratiques adoptées dans un contexte technico-économique particulier (Stenholm et Hytti, 2014 ; Taylor et Van Grieken, 2015). La nature des réseaux construits par les agriculteurs opérerait ainsi une sélection de l'information qui déterminerait leur capacité à s'insérer au sein d'un projet de territorialisation dans lequel leur vision serait confrontée à celles des autres acteurs intervenant dans le territoire. L'émergence d'une vision partagée du futur pourrait ainsi être la clé de l'insertion des projets des agriculteurs dans le projet territorial de l'InterSCoT.

Pour Fleury et Moustier (1999), l'agriculture périurbaine est en reconquête de la ville à travers le développement d'une démarche qualité centrée sur le producteur et le contexte de production, ainsi que la production de nouveaux biens immatériels. Ces auteurs concluent à la coexistence de deux formes d'agriculture périurbaine, l'une en voie de rupture, de par sa faible capacité à s'insérer dans une démarche territoriale, et l'autre en construction, qui a tout à gagner à se positionner comme actrice de la construction territoriale. L'agriculture serait en

outre un mode d'occupation des sols peu coûteux pour gérer l'espace sur le moyen terme (Fleury et Moustier, 1999 ; Bernard *et al.*, 2006). Enfin, l'analyse de la presse locale montre que l'image de l'activité agricole renverrait à son rapport à la fois à la ville et aux productions, deux critères qui permettraient de catégoriser les acteurs agricoles soit comme des agents participant à la construction territoriale, soit comme des concurrents pour l'accès au foncier (Duvernoy et Bacconnier-Baylet, 2011 ; Darly et Torre, 2013). Ces dichotomies semblent faire écho à des images idéalisées de l'agriculture qui imprégneraient plus particulièrement les citadins (Davoudi et Stead, 2002 ; Burton et Wilson, 2006). Pour les organismes en charge du développement territorial, c'est donc une activité agricole hétérogène, à la fois dans ses rapports avec le milieu urbain, mais aussi en besoins d'accompagnement, et de soutien politique, qui se déploie dans les espaces périurbains. La diversité des projets agricoles nécessiterait donc un accompagnement différencié afin de répondre au mieux aux besoins des agriculteurs.

L'introduction des SCoTs a renouvelé le processus de planification de l'agglomération toulousaine et tente d'en modifier le rapport centre-périphérie⁴ jusqu'alors à l'œuvre comme le montrent Lefèvre et Bonnin-Oliveira (2011). Pour ces auteurs, le recours à une nouvelle échelle de réflexion et la définition d'une vision stratégique offrent des opportunités pour aboutir à un développement plus cohérent. Malgré un consensus *a minima* autour de l'objectif de préserver les terres agricoles, l'analyse de la presse locale conduite par Duvernoy et Bacconnier-Baylet (2011)

souligne toute la difficulté pour atteindre cet objectif. Celle-ci semble résulter des attentes diverses et variées des acteurs. Elle pourrait s'estomper si ces derniers partageaient des projets en commun qui, sans nécessairement être similaires, s'accorderaient sur des axes de convergence dont l'émergence pourrait être facilitée par les organismes de développement agricole et de planification urbaine.

Ces conflits, qui mettent en évidence un manque latent de coordination entre acteurs, nécessitent un cadre d'analyse particulier. Tout d'abord, les interactions des acteurs dans l'InterSCoT supposent d'opérer à une échelle méso-économique (Rastoin et Gherzi, 2010). Surtout, la diversité des actions des acteurs exacerbe le besoin de comprendre leurs raisons d'agir, ce que propose le concept de futurité de Commons (1934). Pour cet auteur, les causes de l'action sont à rechercher dans le futur. Complexité et incertitude amènent les acteurs à construire des représentations à partir des informations incomplètes dont ils disposent et des connaissances limitées qu'ils maîtrisent. Imparfaites, ces représentations sont le support à l'évaluation des alternatives envisagées par les acteurs à travers l'anticipation de leurs résultats. Ces anticipations, utilisées comme outils d'aide à la décision, seraient ainsi à l'origine des décisions des acteurs (Gislain, 2002 ; Billaudot, 2009). Dans cette approche, la cause de l'action est ainsi un résultat espéré que les acteurs vont s'efforcer d'atteindre en s'engageant dans des projets. Pour les agriculteurs, les décisions d'investissement ont une futurité assumée que traduisent les concepts d'*intended behaviour* (comportement intentionnel) employé par Howley *et al.* (2015) et de *planned behaviour* (comportement planifié) utilisé par van Dijk *et al.* (2016).

Nous faisons donc l'hypothèse qu'en s'engageant dans des projets les acteurs agissent avec l'objectif d'atteindre un

4. La rapport centre-périphérie questionne les interactions fonctionnelles et les liens de dépendance entre lieux dominants et lieux dominés. Pour de plus amples détails, voir Amin (1973) et Reynaud (1981).

résultat espéré. En travaillant sur les visions du futur, les organismes de développement territorial pourraient accompagner et soutenir les projets individuels des agriculteurs et contribuer à une meilleure intégration de ces projets dans le projet territorial toulousain.

Méthode et données

1. Méthode

Le modèle de l'exploitation familiale étant toujours majoritaire au sein de l'Inter-SCoT, 74 % des exploitations de la région Midi-Pyrénées étaient enregistrées sous un statut non sociétaire en 2013 (Agreste, 2015), nous avons travaillé à l'échelle du ménage agricole : niveau d'analyse où s'enchevêtrent composantes professionnelles relatives à l'exploitation agricole et composantes familiales relatives au ménage agricole (Lobley et Potter, 2004 ; Inwood et Sharp, 2012 ; Hansson *et al.*, 2013). Étant donné l'absence de bases de

données appropriées, nous avons réalisé une enquête qualitative centrée sur l'élicitation de cartes mentales des décisions d'investissement et des représentations simplifiées du monde qui permettent d'en surmonter la complexité, et de construire les anticipations décrites par Commons.

Outil flexible pour révéler les facteurs perçus comme importants par les agriculteurs pour prendre une décision, les cartes mentales explicitent la dynamique perçue d'un système sans pour autant que les règles sous-jacentes à son fonctionnement en soient connues (Groumpos, 2010 ; Jones *et al.*, 2011). Les cartes mentales permettent donc de capturer les représentations qu'ont les agriculteurs de la décision d'investissement. Surtout, c'est un très bon moyen pour accéder aux croyances comme aux valeurs structurant les représentations du monde des agriculteurs interrogés ainsi que pour révéler les intérêts professionnels et familiaux des décisions d'investissement (Carley

Figure 1. Carte mentale de la décision d'investissement de l'agriculteur GC3

Source : les auteurs.

et Palmquist, 1992 ; Isaac *et al.*, 2009). Enfin, cette méthode offre aussi un espace pour évoquer de manière dynamique les facteurs qui structurent leur réflexion. En centrant l'entretien avec les agriculteurs sur la décision d'investissement, nous nous concentrons donc sur la future propre à chaque agriculteur en évoquant la nature et les caractéristiques de leur projet agricole.

Nous avons adapté la méthode développée par Akimowicz *et al.* (2016) aux spécificités de notre terrain de recherche. Les 41 facteurs des décisions d'investissement retenus dans l'analyse sont présentés dans le *tableau A1* de l'Annexe 1 ; ils comprennent des facteurs économiques, sociaux, environnementaux et techniques, issus des résultats de la littérature, de témoignages d'experts et des hypothèses élaborées pour ce travail de recherche. La décision d'investissement sur laquelle les agriculteurs ont travaillé est hypothétique ; les agriculteurs ont reçu comme consigne d'envisager un investissement structurel qui contraint les capacités financières de l'exploitation agricole sur le long terme (installation, agrandissement foncier, ou tout équipement amorti sur un minimum d'une dizaine d'années tel qu'un bâtiment d'élevage ou une moissonneuse-batteuse). Les entretiens ont été ordonnés en trois étapes. Tout d'abord, les agriculteurs ont classé les facteurs en trois catégories (importants, intermédiaires et peu importants). Ils ont ensuite organisé les facteurs « importants » en utilisant des flèches de causalité⁵ pour les relier (*figure 1*). Enfin,

un questionnaire sur les caractéristiques de leur exploitation et de leur ménage leur a été soumis. Les entretiens, d'une durée moyenne de deux heures, ont été enregistrés et retranscrits.

Afin de trianguler les résultats issus de l'analyse des entretiens conduits lors de la création des cartes mentales, un focus group a été réalisé avec des représentants des organismes du développement local disposant de compétences dans le domaine agricole et opérant dans l'InterSCoT⁶ (Agence d'Urbanisme et d'Aménagement du territoire Toulouse aire urbaine [AUAT], Toulouse Métropole, Chambre d'agriculture, SAFER et syndicats agricoles). Le focus group, qui a duré 90 minutes, a consisté à faire réagir les participants sur les résultats de l'analyse des entretiens avec les agriculteurs. Il a été conçu à la fois comme un lieu de controverse, lors duquel les positions des agriculteurs ont été testées, et un lieu de discussion, lors de laquelle des ébauches de solution ont pu émerger des interactions entre les participants. Quatre thèmes ont été abordés :

- la place envisagée pour l'agriculture par chaque organisme avec l'objectif de révéler leurs stratégies ;
- les systèmes adaptés aux conditions d'exercice de l'activité agricole dans l'InterSCoT et les mesures d'accompagnement pour identifier si des projets agricoles sont soutenus en priorité ;
- le projet de Couronne verte pour comprendre pourquoi ce projet est toujours en discussion ;

5. Bien que les facteurs identifiés par les agriculteurs soient reliés par des relations de causalité, nous préférons ne pas employer le terme de cartes causales dans la mesure où les cartes obtenues à la fin des entretiens caractérisent la perception propre à chaque agriculteur de son projet agricole. Ainsi, des relations de causalité pouvaient entrer en opposition d'une carte à l'autre. Selon nous, cette subjectivité est mieux capturée par l'emploi du terme carte mentale.

6. Parmi les collectivités invitées à participer au focus group, seule Toulouse Métropole a pu être représentée. Ce choix s'est avéré finalement pertinent puisque Toulouse Métropole est une collectivité à forte influence urbaine mais est aussi une collectivité porteuse de plusieurs projets agricoles significatifs.

Figure 2. Localisation des exploitations des agriculteurs interrogés au sein de l'InterSCoT

Source : AUAT, modification par les auteurs.

- les perspectives envisagées par chaque organisme pour maintenir une agriculture viable dans l'InterSCoT.

2. Données

L'InterSCoT toulousain est une intercommunalité, composée de plus de 440 communes, centrée sur la Commune de Toulouse, chef-lieu de la Région Occitanie. Nous avons sélectionné un échantillon téléologique de 20 agriculteurs afin de capter la diversité des systèmes d'exploitation de l'InterSCoT (figure 2). La taille de notre échantillon a été jugée suffisante lorsque les données recueillies n'apportaient plus d'information complémentaire significative.

Les espaces périurbains ont été définis de manière fonctionnelle comme les espaces entretenant des relations à la fois avec le pôle urbain central et avec la périphérie rurale de l'InterSCoT. Trois orientations ont été retenues (grandes cultures, élevage et maraîchage) ; elles représentent la majorité des exploitations de l'InterSCoT et sont caractéristiques des problématiques rencontrées dans les espaces périurbains. Alors que les exploitations de maraîchage peuvent facilement tirer profit de leur proximité géographique au pôle urbain, les exploitations de grandes cultures et d'élevage sont contraintes par un besoin en foncier plus important et des conflits plus fréquents avec les résidents non agricoles. Des critères socio-économiques complémentaires (âge des

exploitants, part des terres en faire-valoir direct et identification d'un repreneur connu), identifiés par la littérature comme susceptibles de modifier les dynamiques d'investissement, ont aussi été utilisés pour garantir la diversité de l'échantillon⁷ (tableau 1).

Résultats et discussions

La présentation des résultats est scindée en quatre temps qui renvoient, d'une part, au cycle de vie de l'exploitation agricole et à la dynamique d'investissement (installation, maturité et transmission/sortie), et d'autre part, à l'action des organismes agricoles ou de planification urbaine. Dans la mesure où en France l'encadrement de l'activité agricole est historiquement piloté à plusieurs niveaux, nous ne limitons pas notre analyse à l'encadrement institutionnel présent dans l'InterSCoT ; les agriculteurs doivent développer des projets cohérents avec l'ensemble de ces niveaux d'encadrement. En outre, les résultats ci-dessous ne mentionnent que les actions institutionnelles mentionnées par les agriculteurs.

1. L'installation : implantation d'un projet agricole

L'installation représente une véritable barrière à l'entrée pour les agriculteurs, notamment lors des installations hors cadre familial. Les témoignages recueillis questionnent de manière critique les pratiques d'accompagnement. Des aides spécifiques ont été mises en place pour faciliter les investissements initiaux en foncier et en capital nécessaires à l'installation. Au niveau national, la Dotation aux Jeunes Agriculteurs (DJA) nécessite de répondre

à des critères d'âge, de formation et de viabilité économique du projet. Depuis 2016, la viabilité économique est évaluée à travers le critère de Surface Minimum d'Assujettissement⁸ (SMA) défini dans le Schéma directeur des structures agricoles. Contrairement à la Surface Minimum d'Installation (SMI), son prédécesseur, la SMA intègre la valeur ajoutée créée sur l'exploitation. Des aides départementales et régionales, comme le programme « Installation progressive », aide financière pour le montage du projet initial et l'acquisition du matériel, répondent aux mêmes critères. L'encadrement de l'installation est une priorité aussi bien au niveau national qu'au niveau local et dépasse le cadre de l'InterSCoT.

L'évolution de la SMI en SMA caractérise une évolution de la représentation du métier d'agriculteur. Dimensionnée pour subvenir aux besoins d'un ménage agricole composé de deux Unités de Travail Humain (UTH), l'équivalent de deux emplois agricoles à temps plein, la SMI ne tenait compte que du rendement moyen des terres d'une région agricole dans un contexte technique donné. En ignorant l'éventuelle insertion de l'exploitation dans un territoire en intégrant le développement d'une activité de transformation ou de vente directe, la SMI reflétait une conception conventionnelle de l'exploitation agricole dans laquelle l'agriculteur devait rémunérer son travail, financer ses investissements et son activité productrice uniquement à travers la vente de matière première agricole.

Pour tous les agriculteurs installés hors cadre familial interrogés, les démarches d'accès au foncier ont constitué une contrainte majeure. Son prix et la

7. Afin de préserver l'anonymat des exploitants, un code a été attribué à chacun d'entre eux en fonction de l'activité principale développée sur l'exploitation : GC pour grandes cultures, E pour élevage et M pour maraîchage.

8. La SMA est un indicateur de la valeur économique moyenne de la production agricole d'une exploitation pondérée par orientation technico-économique et par région agricole.

Tableau 1. Description des projets agricoles des agriculteurs

Orientation*	Forme juridique**	Surface de l'exploitation (ha)	Part du foncier hors faire-valoir direct	Diversification des revenus du ménage	Âge du chef d'exploitation (années)	Plus haut diplôme obtenu***	Repreneur connu
GC1	GAEC	308	100 %	ETA, entreprise du BTP, revenus du conjoint	59	BPREA	Oui
GC2	EI	65	0 %	Découpe de bois de chauffage, agrotourisme	49	BTS	Oui
GC3	GAEC	400	50 %	-	55	BTA	Oui
GC4	EI	83	64 %	Agrotourisme	59	BTS	Non
GC5	GAEC	410	76 %	Revenus du conjoint	60	BPREA	Oui
GC6	EARL	100	30 %	Revenus du conjoint	45	BTA	-
M1	EI	10	65 %	-	55	CAPA	Oui
M2	GAEC	60	38 %	-	50	BTA	Oui
M3	EI	2	0 %	-	26	BPE	-
M4	SAS	10	0 %	-	67	Ingénieur	Personne morale
M5	EI	1	50 %	Revenus du conjoint	43	BPREA	-
M6	EI avec caution solidarité	20	0 %	-	36	BPREA	-
E1	EI	26	0 %	Agrotourisme	66	Baccalauréat	Non
E2	EI	43	70 %	Emploi salarié	35	Ingénieur	-

Orientation*	Forme juridique**	Surface de l'exploitation (ha)	Part du foncier hors faire-valoir direct	Diversification des revenus du ménage	Âge du chef d'exploitation (années)	Plus haut diplôme obtenu***	Repreneur connu
E3	EARL	220	67 %	-	54	BTS	Oui
E4	EI	107	45 %	Revenus du conjoint	43	BTA	-
E5	GAEC	168	76 %	Transformation, revenus du conjoint	56	BEP	Oui
E6	EI	26	0 %	Revenus du conjoint	60	BTS	Non
E7	EI/EARL	24	0 %	Agrotourisme	50	BTS	Oui
E8	EI	182	75 %	Revenus du conjoint	34	BTS	-
Échantillon	-	108	64 %	-	50	-	-
Département****	-	52	51 %	-	53	-	-

Notes : * Grandes cultures (GC) ; Maraîchage (M) ; Élevage (E) ** Groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) ; Exploitation individuelle (EI) ; Exploitation agricole à responsabilité limitée (EARL) ; Société anonyme simplifiée (SAS). *** Brevet professionnel responsable d'exploitation agricole (BPREA) ; Brevet de technicien supérieur (BTS) ; Brevet de technicien agricole ; CAPA, Certificat d'aptitude professionnel agricole (BTA) ; Brevet d'études professionnelles (BEP). **** <http://agreste.agriculture.gouv.fr>

Source : les auteurs.

Encadré 1. Le fonctionnement de la SAFER

La SAFER est une société anonyme qui contribue, entre autres, à orienter les terres agricoles en vente vers les agriculteurs. Pour ce faire, la SAFER bénéficie d'un droit de préemption en zone agricole et naturelle ainsi que sur les biens à usage agricole en zone urbaine ou à urbaniser (dans les communes disposant d'un document d'urbanisme). Le droit de préemption de la SAFER s'exerce dans un délai de deux mois à compter de la réception de la notification du compromis de vente. La SAFER dispose de correspondants locaux, des agriculteurs nommés par les syndicats représentatifs, qui reçoivent les

informations de vente (notifications et ventes amiables SAFER) en vue de leur diffusion. L'attribution du foncier sous la responsabilité de la SAFER est ensuite opérée par un Comité Technique Départemental composé de représentants de la profession agricole (notamment des élus syndicaux, des représentants de la Chambre départementale d'agriculture et du Crédit Agricole) ainsi que des représentants des collectivités locales et de l'État. La SAFER peut également réorienter les terres vers un usage non agricole dans une optique de développement du territoire et/ou de préservation de l'environnement.

compétition féroce entre acteurs agricoles et non agricoles participent à la raréfaction des opportunités d'accès au foncier. D'une manière générale, les missions de la SAFER (*encadré 1*) sont reconnues et soutenues par les agriculteurs interrogés. Toutefois, ces derniers sont plus réservés sur son fonctionnement interne. D'un côté, des agriculteurs se sont vu refuser l'accès au foncier parce que leur projet n'a pas été jugé valable par le Comité Technique Départemental (CTD). De l'autre, des agriculteurs esquissent l'existence d'arrangements avec certains porteurs de projet partageant une vision de l'agriculture proche de la leur. Ces témoignages révèlent l'importance de l'insertion des porteurs de projet en quête de foncier dans les réseaux locaux. Il apparaît aussi que la vision normative du métier d'agriculteur qui a prévalu à la définition de la SMI imprègne profondément la profession agricole. Enfin, la mission de développement local attribuée à la SAFER semble créer un conflit d'intérêt pour l'attribution de certaines propriétés pour lesquelles des acteurs non agricoles seraient, selon les propos recueillis, favorisés, comme le défendent Sencébé (2012) ou la Cour des comptes (2014). Certains élus locaux ont d'ailleurs pris des initiatives en

développant, par exemple, une aide à l'installation pour les exploitations de maraîchage en agriculture biologique.

Jusqu'à récemment, les critères d'évaluation des projets des agriculteurs prenaient peu en compte les opportunités propres aux espaces périurbains, compliquant ainsi l'installation de jeunes agriculteurs porteurs de projets destinés à tirer parti de ces opportunités. L'évolution de la SMI en SMA apparaît donc comme une piste de travail pour remédier à cette lacune.

2. Maintenir un outil de production viable : investir, gérer les conflits, innover

Durant la seconde moitié du XX^e siècle, la recherche de viabilité économique se traduisait souvent par un agrandissement foncier (Chavas et Kim, 2010). Dans les espaces périurbains, cette stratégie est discutable du fait du coût élevé du foncier. La SAFER a développé des contrats de location de trois ans renouvelables une fois, les Conventions de mise à disposition, des contrats un petit peu moins précaires que les commodats, des prêts annuels souvent gratuits. Dans notre échantillon, cinq des six agriculteurs installés en grandes cultures ont témoigné de leur intérêt pour ces formes précaires d'accès au foncier afin

d'amortir leur matériel. Une alternative à l'agrandissement consiste à augmenter la valeur ajoutée engendrée sur l'exploitation pour se libérer de la contrainte foncière. Au cours des entretiens, douze agriculteurs (60 %) ont expliqué avoir développé des ateliers complémentaires : culture de semences (voire diversification vers des cultures maraîchères) sur les exploitations de grandes cultures, transformation ou vente directe de la production (par exemple, vente de glaces et de goûters à la ferme, découpe et vente directe de viande, fabrication de coulis de tomate) pour les éleveurs et les maraîchers. Les sources de diversification des revenus ne sont pas limitées à l'activité agricole (production, transformation, commercialisation) ; elles s'insèrent dans des stratégies incluant activités agrotouristiques et revenus non agricoles (le plus souvent du conjoint) comme indiqué dans le *tableau 1*.

Au cours des entretiens, tous les agriculteurs ont évoqué l'existence de conflits. Ces conflits les opposent le plus souvent à des acteurs non agricoles (résidents ou élus locaux). Ont ainsi été cités les aménagements de la voirie qui endommagent les machines agricoles ou contraignent à faire des détours pour accéder aux parcelles, des plaintes concernant le bruit, les odeurs, les épandages et les traitements, ou encore des effractions (dégradations, vols). Soucieux de s'insérer dans leur environnement, certains agriculteurs ont confié faire des efforts (limitation des interventions les week-ends, travail de nuit). Toutefois, ils ont également expliqué ne pas avoir nécessairement le choix, ces pratiques étant constitutives de leur activité de production. De plus, ils ont aussi précisé que leurs efforts pour respecter l'environnement ou limiter l'impact de leur activité sur le bien-être des résidents sont rarement l'objet de retours positifs, seuls quatre agriculteurs ont témoigné d'une certaine reconnaissance locale.

Pour maintenir la compétitivité de l'exploitation, les agriculteurs interrogés font preuve d'un souci permanent d'innovation. L'accompagnement technique des agriculteurs de l'InterSCoT est réalisé par des collecteurs remplissant également le rôle de fournisseurs (les coopératives), des organismes à mission d'intérêt public (Chambre d'agriculture, services départementaux) ou encore les autres agriculteurs du territoire. C'est, par exemple, le cas de GC1 qui s'appuie sur les connaissances phytopharmaceutiques d'un de ses confrères et qui, en retour, lui fournit des renseignements sur les matériels. Ces pratiques mettent en évidence des espaces d'apprentissage collectif (Magrini *et al.*, 2013 ; Nguyen *et al.*, 2013) qui peuvent néanmoins provoquer un verrouillage technique en cas de trop grande similitude des sources d'information utilisées et des savoirs échangés. Lors des entretiens, nous avons également observé une tendance à la diversification des techniques employées par les agriculteurs qui dépasse les clivages modèle dominant/modèles alternatifs.

Les évolutions de la PAC et les surcoûts liés à l'environnement urbain apparaissent comme les causes de l'adoption de ces innovations. Le découplage des aides du premier pilier serait à l'origine d'une diversification des sources de revenu. De plus, l'anticipation de la disparition, ou d'une diminution sensible des aides du premier pilier, semblerait être la cause d'une préoccupation accrue pour la qualité agromonomique des terres. À travers les services écosystémiques (sélection de cultures pour la bonne structuration des sols, introduction de légumineuses pour recharger les sols en azote), les agriculteurs cherchent à maintenir les rendements à moindre coût. À l'origine d'économies pécuniaires, l'adoption de ces éco-innovations semble accélérée par les surcoûts entraînés par la nature urbaine de l'environnement de

production des agriculteurs. Ainsi, CC1, qui explore toute possibilité de réduire ses coûts de production, se dit prêt à introduire des légumineuses dans ses rotations : *« Moi les légumineuses cela m'intéresserait. Agronomiquement parlant, c'est un très très bon précédent. Ça apporte de l'azote naturellement. Il y a de gros points positifs. »* Enfin, l'émergence de pratiques innovantes nécessite parfois la participation et l'engagement des collectivités locales, comme ce fut le cas pour E2 qui a bénéficié du soutien de la municipalité pour faire éco-pâturer ses brebis.

Lors de la phase de maturité de l'exploitation, les conflits entre les exploitants agricoles et les acteurs non agricoles compliquent la tâche des agriculteurs. Les représentations de l'activité agricole des acteurs du développement local de l'espace périurbain sont donc déterminantes pour la viabilité des exploitations agricoles et la compatibilité des projets des agriculteurs avec le projet territorial. Ainsi, sans être ni nécessairement choisies ni nécessairement subies, les proximités géographique et organisée, comme définies par Rallet et Torre (2004), sont à l'origine de phénomènes d'actualisation des raisons d'agir, *via* de nouvelles connaissances, pour l'adoption de nouvelles pratiques et la construction de nouvelles compétences (Del Corso *et al.*, 2015).

3. Transmission ou sortie : un enjeu pour la construction territoriale

Malgré des outils de production en général performants, les exploitants sont parfois peu enclins à transmettre leur exploitation à leurs enfants. Parmi les douze agriculteurs de plus de cinquante ans, pour qui la question de la transmission devient un enjeu fondamental, huit ont des perspectives positives de transmission. La question du devenir de l'exploitation, et surtout des terres en propriété, est donc posée. Les éventualités envisagées par ces douze

agriculteurs consistent soit à spéculer sur le prix du foncier, à conserver le patrimoine familial ou, plus rarement, à transmettre à un jeune. De plus, aucun d'eux n'a évoqué la possibilité de démanteler sa propriété pour permettre l'agrandissement d'autres exploitations. Ceci pourrait être interprété comme un attachement à la terre et la fierté d'avoir développé un outil de production viable. Ces résultats font écho à ceux de Duesberg *et al.* (2017) pour qui le départ progressif de l'exploitant à la retraite lui permettrait de ne pas rompre brusquement avec son activité professionnelle constitutive de son identité personnelle. Bien évidemment, les caractéristiques du marché foncier impliquent de ne pas négliger la possibilité qu'une décision de conservation du foncier peut être motivée par un comportement spéculatif.

Les situations de rétention du foncier (spéculation, patrimonialisation) peuvent impliquer que des terres restent à vocation agricole avec, en parallèle, une dualisation croissante de l'identité du propriétaire et de l'exploitant. Neuf des agriculteurs interrogés nous ont fait part du développement d'Entreprises de Travaux Agricoles (ETA). Dans notre échantillon, ce sont les agriculteurs installés en grandes cultures, qui cherchent à amortir l'acquisition de leur matériel coûteux, et les éleveurs, qui sous-traitent des opérations de culture, qui ont évoqué cette évolution de l'organisation productive. Observable dans d'autres régions (Petrzelka *et al.*, 2013 ; Sencébé *et al.*, 2013 ; Purseigle *et al.*, 2017), cette situation pourrait à terme aboutir à une division du travail dans laquelle les propriétaires récolteraient la rente foncière et les entrepreneurs agricoles le revenu du travail de la terre ; la division des profits entre propriétaires et entrepreneurs agricoles variant en fonction des modalités d'accès au foncier. Cette situation pose de nombreuses questions parmi lesquelles celle de l'accaparement des profits par la

rente foncière (Levins et Cochrane, 1996), celle de la durabilité environnementale d'une telle organisation (Ouma, 2016) ou bien encore, la question de la sécurité alimentaire des territoires concernés (Tedesco *et al.*, 2017). La question de l'accès au foncier apparaît donc comme une des questions structurantes du projet agricole de l'InterSCoT toulousain ; elle pourrait être le point de départ à la définition d'un projet agricole à l'échelle de l'InterSCoT toulousain ainsi qu'à la convergence des représentations des acteurs du développement local sur l'agriculture.

4. Coordination de la planification et de l'encadrement agricole

Malgré des missions souvent reconnues et plébiscitées par les agriculteurs, ces derniers ont exprimé une forme de mécontentement à la fois envers les organismes agricoles et envers les organismes de planification urbaine.

L'influence urbaine se traduit, sur le territoire de l'InterSCoT, par des projets territoriaux portés par des acteurs non agricoles ayant une compréhension non exhaustive des problématiques agricoles. Cette incompréhension est à l'origine de représentations du monde qui peuvent i) entrer en opposition avec celles de certains agriculteurs et organismes agricoles et ii) ralentir la dynamique de construction territoriale. Toulouse Métropole a ainsi constitué une réserve foncière dont les sites disponibles ont été répartis à la suite d'un appel à projets innovants et s'est également portée propriétaire d'exploitations où ont été développées des activités pédagogiques ou de conservation environnementale. Le projet de Couronne verte porté par l'AUAT serait lui à l'origine de divergences discursives. Certains agriculteurs nous ont confié se méfier de ce type de projet sans toutefois avoir les moyens de s'engager efficacement dans les discussions avec les organismes de

développement local. D'autres agriculteurs ont montré des positions plus tranchées en fonction de l'impact anticipé sur le fonctionnement de leur exploitation. Le manque de coordination est visible entre agriculteurs et organismes de développement qui, sans être propriétaires des terres, donnent le sentiment de vouloir imposer une forme d'agriculture aux agriculteurs. Le manque de concertation entre les objectifs affichés par les organismes de développement et les systèmes de production développés par les agriculteurs est ainsi à l'origine d'une réserve, voire d'une opposition. Pour Abdelmaki *et al.* (1996), la coordination des actions des acteurs intervenant dans le territoire est « un enjeu de pouvoirs et l'expression de compromis stabilisés ». Au sein de l'InterSCoT, la durabilité du secteur agricole nécessiterait ainsi de négocier un projet agricole compromis entre les attentes des agriculteurs et des organismes de développement.

Les agriculteurs ont également exprimé une forme d'insatisfaction envers les méthodes employées par les organismes agricoles dans la réalisation de leurs missions. Ce mécontentement pourrait être provoqué par l'emploi d'outils peu adaptés tels que l'ex-SMI. La récente évolution du concept de SMI en SMA peut s'interpréter comme un premier pas vers une meilleure prise en compte des spécificités des projets. De plus, il semble important d'adapter au contexte périurbain les outils d'aide à la décision en tenant compte des caractéristiques du marché foncier local. Pour faciliter l'installation, une convention de portage du foncier a été conclue entre l'ex-Région Midi-Pyrénées, la SAFER et le Crédit Agricole afin de réduire la pression financière lors des premières années de l'installation hors cadre familial.

Ces ajustements pourraient toutefois être ralentis par des comportements stratégiques. D'un côté, le département

de la Haute-Garonne a développé une compétence sur les questions agricoles qui apparaît redondante avec celles de la Chambre d'agriculture dont seuls certains services sont, pour le moment, effectués à titre gracieux. Le manque de coordination entre ces deux organismes, autrefois partenaires, est à l'origine d'une certaine opacité dans le rôle de chacun. De l'autre, les Chambres d'agriculture et les SAFERs se coordonnent pour améliorer leurs offres de services, mutualiser leurs expertises agricoles et territoriales, et renforcer leur efficacité. En discussion, ces partenariats pourraient s'interpréter comme une consolidation à l'origine d'une opposition plus soutenue entre les visions urbaines et rurales. Toutefois, dans le cas de l'InterSCoT, Toulouse Métropole est partie prenante de ce rapprochement, ce qui tendrait à nuancer ce propos. En 2012, la Chambre d'agriculture et Toulouse Métropole ont ainsi élaboré une « Charte pour une agriculture durable en territoires périurbains ». Il est donc encore trop tôt pour se prononcer sur l'impact de ce rapprochement.

*

**

Dans cet article, nous avons souligné l'importance de la coordination des acteurs pour l'insertion du secteur agricole dans un projet territorial urbain. Notre lecture renvoie à un cadre théorique mobilisant une approche méso-économique, adaptée à l'analyse des relations entre acteurs, que nous avons complétée à l'aide du concept commonsien de futurité, qui permet de rendre compte des phénomènes de construction et de coordination au sein d'un territoire. L'originalité de l'approche théorique se trouve accentuée par une lecture de la coordination des acteurs à travers le prisme des décisions d'investissement des agriculteurs.

La taille de notre échantillon est apparue comme un compromis satisfaisant entre moyens mis en œuvre pour cette recherche, robustesse de l'analyse et représentativité des résultats. L'aspect qualitatif de cette recherche, inhérent à l'utilisation des cartes mentales, limite toutefois la généralité des résultats. L'analyse de données quantitatives, telles que le Recensement Général Agricole (RGA), aurait pu permettre de mieux caractériser les dynamiques observées et de renforcer davantage la validité des résultats. De plus, il aurait été intéressant de reproduire la méthodologie sur d'autres terrains avec des degrés intermédiaires d'incertitude sur le statut du foncier pour renforcer la robustesse des résultats. L'analyse des stratégies de désinvestissement, sujet complémentaire du fait de l'existence de stratégies patrimoniales dans les espaces périurbains, pourrait éclairer sous un autre angle la nécessité de coordonner l'encadrement agricole au sein de l'InterSCoT.

La construction des cartes mentales s'est révélée être une opportunité pour capturer les logiques tacites guidant les décisions d'investissement des agriculteurs. Cette étape a permis d'aborder de manière flexible et individualisée les facteurs influençant les décisions d'investissement de chacun des participants tout en leur offrant une opportunité pour partager leurs préoccupations. Les cartes mentales obtenues reflètent ainsi la subjectivité de chacun des projets portés par les agriculteurs interrogés, malgré la mise en évidence de relations de causalité entre facteurs qui, à première vue, pourraient être considérés comme objectifs. L'information recueillie à l'issue des entretiens a ensuite été recoupée par des représentants des organismes de développement local issus de la profession agricole et du milieu de la planification urbaine. Cette étape a corroboré le besoin d'un accompagnement plus efficace des

agriculteurs, accompagnement qui pourrait émerger des rapprochements en cours entre organismes de développement. Il a été particulièrement intéressant de noter que les acteurs du développement local, bien que partageant souvent des objectifs similaires, ne se connaissaient pas nécessairement et ont échangé leurs cartes de visite à la fin de l'exercice, observation qui renforce notre conclusion sur la nécessité de coordonner l'action des acteurs du développement local. Les résultats montrent que la décision d'investissement des agriculteurs est raisonnée individuellement, témoignage de compréhensions différentes du monde. Soumis à des sphères d'influence variées structurées par des normes, des valeurs et des savoirs, les agriculteurs adaptent leur outil de production en formulant des anticipations à partir de l'information à laquelle ils ont accès et des connaissances qu'ils maîtrisent. Nos entretiens mettent en évidence deux sphères d'influence principales. La sphère rurale, développée autour de l'exploitation familiale à deux UTH, qui a engendré une forme de routine adoptée par les acteurs du développement agricole à l'origine du modèle agricole dominant actuel dans laquelle les agriculteurs peuvent se sentir accompagnés. La sphère urbaine, développée autour de l'exploitation agricole fournisseuse de services écosystémiques, pour laquelle l'accompagnement est encore à construire. Situées sur deux registres différents, d'un côté, un outil de production et, de l'autre, une activité contribuant à la durabilité des territoires, ces deux visions, sans être incompatibles, semblent entrer souvent en opposition. L'acceptation, voire l'intériorisation, d'une de ces deux perspectives par les acteurs (vision personnelle des agriculteurs, position officielle des organismes d'encadrement agricole ou de planification urbaine) apparaît être à l'origine d'un chemin de dépendance cognitive dans

laquelle peuvent s'enfermer les acteurs. Dans notre cas, la rencontre territoriale de ces deux sphères d'influence au sein de l'InterSCoT est peut-être à l'origine d'une remise en cause de croyances et de pratiques de part et d'autre. L'explicitation d'une vision commune au sein d'espaces de coordination est ainsi susceptible de réduire les antagonismes et d'initier une assistance mutuelle. Ce pacte verrait, d'un côté, les agriculteurs accompagnés à la fois par les organismes agricoles et les services de planification urbaine à chacun des trois temps du cycle de vie de l'exploitation (installation, maturité, transmission) ainsi que lors de leurs relations avec les organismes de développement local. De leur côté, les acteurs non agricoles pourraient compter sur la fourniture, au sein du territoire, de services agricoles sur lesquels construire leurs propres projets et qui contribueraient à la fois à la durabilité des exploitations agricoles périurbaines et des territoires périurbains.

À travers la révision des horizons et l'ajustement des logiques d'action, processus en cours de réalisation dans l'InterSCoT, il y a une certaine nécessité à faire converger les intérêts des acteurs et à faire émerger une futurité partagée, pour reprendre Commons. En travaillant sur la définition d'une vision partagée du futur, les organismes de développement local pourraient ainsi encadrer de manière plus ciblée et individualisée les projets des agriculteurs. Une telle dynamique pourrait trouver une justification ainsi que des raisons d'agir dans le projet plus large de définition d'une politique alimentaire locale (Duvernoy, 2018). ■

Les auteurs tiennent à remercier l'ensemble des participants aux entretiens et au focus group pour leur disponibilité et leur implication ainsi que la Research Executive Agency pour le soutien financier accordé au projet MARSUPIA (Grant Marie Curie – IOF 622830).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abdelmaki L., Dufourt D., Kirat T., Requier-Desjardins D. (1996). Technologie, institutions et territoires : le territoire comme création collective et ressource institutionnelle. In Pecqueur, B. (dir.), *Dynamiques territoriales et mutations économiques*, Paris, L'Harmattan.
- Agreste. (2015). Nouvelle région : une agriculture plus diverse. *Données*, n° 80, 4 p.
- Akimowicz M., Cummings H., Landman K. (2016). Green lights in the Greenbelt? A qualitative analysis of farm investment decision-making in peri-urban Southern Ontario. *Land Use Policy*, n° 55, pp. 24-36.
- Allaire G., Boyer, R. (1995). *La grande transformation de l'agriculture, lectures conventionnalistes et régulationnistes*. Paris, INRA, Economica.
- Amin S. (1973). *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*. Paris, Éditions de Minuit.
- AUAT (2010). *Vision stratégique de l'InterSCoT de l'aire urbaine de Toulouse*.
- Berdegú, J. A., Carriazo F., Jara B., Modrego F., Soloaga I. (2015). Cities, territories, and inclusive growth: Unraveling urban-rural linkages in Chile, Colombia, and Mexico. *World Development*, n° 73, pp. 56-71.
- Berger M. (1989). Vers de nouveaux types de rapports villes-campagnes. La production des espaces périurbains en France et dans les pays d'économie développée. *Strates*, n° 4, 16 p.
- Bernard C., Duvernoy I., Dufour A., Albaladejo C. (2006). Les relations sociales des agriculteurs périurbains : Quelles articulations au territoire ? *Cahiers Agriculture*, vol. 15, n° 6, pp. 529-534.
- Billaudot B. (2009). Les institutions dans la théorie de la régulation : une actualisation. *Revue de la régulation* [en ligne], n° 6, 2^e semestre, mis en ligne le 17 décembre 2009.
- Boisson J.-P. (2005). *La maîtrise foncière clé du développement rural : pour une nouvelle politique foncière*. Avis du Conseil économique et social 2005, n° 5.
- Bryant C. R., Johnston T. R. R. (1992). *Agriculture in the city's countryside*. Toronto, ON, University of Toronto Press.
- Burton R. J. F., Wilson G. A. (2006). Injecting social psychology theory into conceptualisations of agricultural agency: Towards a post-productivist farmer self-identity? *Journal of Rural Studies*, vol. 22, n° 1, pp. 95-115.
- Campagne P., Pecqueur B. (2014). *Le développement territorial : une réponse émergente à la mondialisation*. Paris, Éditions Charles Léopold Mayer.
- Carley K., Palmquist M. (1992). Extracting, representing, and analyzing mental models. *Social Forces*, vol. 70, n° 3, pp. 601-636.
- Chavas J.-P., Kim K. (2010). Economies of diversification: A generalization and decomposition of economies of scope. *International Journal of Production Economics* vol. 126, n° 2, pp. 229-235.
- Colletis G., Pecqueur B. (2005). Révélation de ressources spécifiques et coordination située. *Économie & Institutions*, n° 6-7, pp. 51-74.
- Commons J. R. (1934). *Institutional economics: Its place in political economy*. New York, NY, Macmillan.
- Cour des comptes (2014). *Les SAFER : Les dérives d'un outil de politique d'aménagement agricole et rural*. Paris, pp. 91-123.
- Crespo J., Requier-Desjardins D., Vicente J. (2014). Why can collective action fail in Local Agri-food Systems? A social network analysis of cheese producers in Acapulco, Mexico. *Food Policy*, n° 46, pp. 165-177.
- Darby S., Torre A. (2013). Conflicts over farmland uses and the dynamics of "agri-urban" localities in the Greater Paris Region: An empirical analysis based on daily regional press and field interviews. *Land Use Policy*, n° 33, pp. 90-99.

- Davoudi S., Stead D. (2002). Urban-rural relationships: An introduction and brief history. *Built Environment* (1978), vol. 28, n° 4, pp. 268-277.
- Del Corso J.-P., Képhaliacos C. (2012). Améliorer la gouvernance territoriale de biens publics environnementaux au moyen d'institutions discursives. *Géographie Économie Société*, vol. 14, n° 4, pp. 393-409.
- Del Corso J.-P., Képhaliacos C., Plumecocq G. (2015). Legitimizing farmers' new knowledge, learning and practices through communicative action: Application of an agro-environmental policy. *Ecological Economics*, n° 117, pp. 86-96.
- Duesberg S., Bogue P., Renwick A. (2017). Retirement farming or sustainable growth – land transfer choices for farmers without a successor. *Land Use Policy*, n° 61, pp. 526-535.
- Duvernoy I. (2016). Partenariats inter-institutionnels et construction de représentations d'une activité agricole territorialisée dans l'aire urbaine toulousaine. *Revue d'économie régionale & urbaine*, n° 4, pp. 799-816.
- Duvernoy I. (2018). Alternative voices in building a local food policy: Forms of cooperation between civil society organizations and public authorities in and around Toulouse. *Land Use Policy*, vol. 75, pp. 612-619.
- Duvernoy I., Bacconnier-Baylet S. (2011). L'agriculture de l'aire urbaine de Toulouse. Enseignements de la presse locale. *Sud-Ouest Européen*, n° 31, pp. 67-77.
- Fleury A., Moustier P. (1999). L'agriculture périurbaine, infrastructure de la ville durable. *Cahiers Agricultures*, vol. 8, n° 4, pp. 281-287.
- Gislain J. J. (2002). Causalité institutionnelle : la futurité chez J. R. Commons. *Économie et Institutions*, n° 1, pp. 47-66.
- Groumpos P. P. (2010). Fuzzy cognitive maps: basic theories and their application to complex systems. In Glykas, M. (ed.), *Fuzzy cognitive maps: Advances in theory, methodologies, tools and applications*. Berlin, Heidelberg, Springer, pp. 1-22.
- Gueringer A. (2008). Systèmes fonciers locaux : une approche de la question foncière à partir d'études de cas en moyenne montagne française. *Géocarrefour*, vol. 83, n° 4, pp. 321-329.
- Gueringer A., Hamdouch A., Wallet F. (2016). Foncier et développement des territoires ruraux et périurbains en France. *Revue d'économie régionale & urbaine*, n° 4, pp. 693-712.
- Hansson H., Ferguson R., Olofsson C., Rantamäki-Lahtinen L. (2013). Farmers' motives for diversifying their farm business – The influence of family. *Journal of Rural Studies*, n° 32, pp. 240-250.
- Hervieu B., Purseigle F. (2013). *Sociologie des mondes agricoles*. Paris, Armand Colin.
- Houdart M., Loudiyi S., Gueringer A. (2012). L'adaptation des agriculteurs au contexte périurbain. *Noréis*, n° 224, pp. 35-48.
- Howley P., Buckley C., Donoghue C. O., Ryan M. (2015). Explaining the economic 'irrationality' of farmers' land use behaviour: The role of productivist attitudes and non-pecuniary benefits. *Ecological Economics*, n° 109, pp. 186-193.
- Inwood S. M., Sharp J. S. (2012). Farm persistence and adaptation at the rural-urban interface: Succession and farm adjustment. *Journal of Rural Studies*, vol. 28, n° 1, pp. 107-117.
- Isaac M. E., Dawoe E., Sieciechowicz K. (2009). Assessing local knowledge use in agroforestry management with cognitive maps. *Environmental Management*, vol. 43, n° 6, pp. 1321-1329.
- Jarrige F., Thion P., Nougaredes B. (2006). La prise en compte de l'agriculture dans les nouveaux projets de territoires urbains. Exemple d'une recherche en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier. *Revue d'économie régionale & urbaine*, n° 3, pp. 393-414.
- Jones N. A., Ross H., Lynam T., Perez P., Leitch A. (2011). Mental models: an interdisciplinary synthesis of theory and methods. *Ecology and Society*, vol. 16, n° 46 [online].
- Jouve A.-M., Vianey G. (2012). Le foncier, une ressource territoriale difficile à construire en périurbain. *Économie rurale*, n° 330-331, pp. 27-41.

- Howley P., Buckley C., Donoghue C. O., Ryan M. (2015). Explaining the economic 'irrationality' of farmers' land use behaviour: The role of productivist attitudes and non-pecuniary benefits. *Ecological Economics*, n° 109, pp. 186-193.
- Latruffe L., Dupuy A., Desjeux Y. (2013). What would farmers' strategies be in a no-CAP situation? An illustration from two regions in France. *Journal of Rural Studies*, n° 32, pp. 10-25.
- Lefèvre P., Bonnin-Oliveira S. (2011). Expertise et planification territoriale dans l'agglomération toulousaine : Les recompositions centre-périphérie à l'œuvre. *Sud-Ouest Européen*, n° 31, pp. 127-139.
- Levins R. A., Cochrane W. W. (1996). The treadmill revisited. *Land Economics*, vol. 72, n° 4, pp. 550-553.
- Lobley M., Potter C., (2004). Agricultural change and restructuring: recent evidence from a survey of agricultural households in England. *Journal of Rural Studies*, vol. 20, n° 4, pp. 499-510.
- Magrini M.-B., Triboulet P., Bedoussac L. (2013). Pratiques agricoles innovantes et logistique des coopératives agricoles. Une étude ex-ante sur l'acceptabilité de cultures associées blé dur-légumineuses. *Économie rurale*, n° 338, pp. 25-45.
- Nguyen G., Del Corso J.-P., Képhaliacos C., Tavernier H. (2013). Pratiques agricoles pour la réduction des produits phytosanitaires. le rôle de l'apprentissage collectif. *Économie rurale*, n° 333, pp. 105-121.
- Ouma S. (2016). From financialization to operations of capital: Historicizing and disentangling the finance-farmland-nexus. *Geoforum*, n° 72, pp. 82-93.
- Patti D. (2016). Metropolitan governance in the peri-urban landscape: The tower of Babel? The case of the Vienna-Bratislava metropolitan region. *Planning Practice & Research*, pp. 1-11.
- Petrzelka P., Ma Z., Malin S. (2013). The elephant in the room: Absentee landowner issues in conservation and land management. *Land Use Policy*, vol. 30, n° 1, pp. 157-166.
- Purseigle F., Nguyen G., Blanc P. (2017). *Le nouveau capitalisme agricole*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Rallet A., Torre A. (2004). Proximité et localisation. *Économie rurale*, vol. 280, n° 1, pp. 25-41.
- Rastoin J.-L., Gherzi G. (2010). *Le système alimentaire mondial : concepts et méthodes, analyses et dynamiques*. Versailles, Quae.
- Reynaud A. (1981). *Société, espace et justice : inégalités régionales et justice socio-spatiale*. Paris, Presses universitaires de France.
- Sack R. D. (1986). *Human Territoriality*. Cambridge, U.K., Cambridge University Press.
- Sencébé Y. (2012). La Safer. De l'outil de modernisation agricole à l'agent polyvalent du foncier : hybridation et fragmentation d'une institution. *Terrains & Travaux*, vol. 20, n° 1, pp. 105-120.
- Sencébé Y., Pinton F., Alphandéry P. (2013). Le contrôle des terres agricoles en France. *Sociologie [en ligne]*, n° 3, vol. 4.
- Singh C., Dorward P., Osbahr H. (2016). Developing a holistic approach to the analysis of farmer decision-making: Implications for adaptation policy and practice in developing countries. *Land Use Policy*, n° 59, pp. 329-343.
- Stenholm P., Hytti U. (2014). In search of legitimacy under institutional pressures: A case study of producer and entrepreneur farmer identities. *Journal of Rural Studies*, n° 35, pp. 133-142.
- Talbot D. (2010). La dimension politique dans l'approche de la proximité. *Géographie, Économie, Société*, vol. 12, n° 2, pp. 144.
- Taylor B. M., Van Grieken M. (2015). Local institutions and farmer participation in agri-environmental schemes. *Journal of Rural Studies*, n° 37, pp. 10-19.
- Tedesco C., Petit C., Billen G., Garnier J., Personne E. (2017). Potential for recoupling production and consumption in peri-urban territories: The case-study of the Saclay plateau near Paris, France. *Food Policy*, n° 69, pp. 35-45.
- van Dijk W. F. A., Lokhorst A. M., Berendse F., de Snoo G. R. (2016). Factors underlying farmers' intentions to perform unsubsidised agri-environmental measures. *Land Use Policy*, n° 59, pp. 207-216.

- Vianey G., Bacconnier-Baylet S., Duvernoy I. (2006). L'aménagement communal périurbain : maintenir l'agriculture pour préserver quelle ruralité ? *Revue d'économie régionale & urbaine*, n° 3, pp. 355-372.
- Wilber C. K., Harrison R. S. (1978). The methodological basis of institutional economics: Pattern model, storytelling, and holism. *Journal of Economic Issues*, vol. 12, n° 1, pp. 61-89.
- Zasada I. (2011). Multifunctional peri-urban agriculture – A review of societal demands and the provision of goods and services by farming. *Land Use Policy*, vol. 28, n° 4, pp. 639-648.
- Zoomers A., van Noorloos F., Otsuki K., Steel G., van Westen G. (2017). The rush for land in an urbanizing world: From land grabbing toward developing safe, resilient, and sustainable cities and landscapes. *World Development*, n° 92, pp. 242-252.

ANNEXE 1. LISTE DES FACTEURS EMPLOYÉS LORS DES ENTRETIENS AVEC LES AGRICULTEURS

Tableau A1. Facteurs économiques, environnementaux, sociaux et techniques employés lors des entretiens

Facteurs économiques	Facteurs environnementaux	Facteurs sociaux	Facteurs techniques
Contrats de location foncière	Climat	Âge du chef d'exploitation	Activité agro-touristique
Cours du marché mondial	Perception du changement climatique	Attachement à la terre	Atelier de transformation des produits
Coût de l'investissement	Type de sol	Membres de la famille engagés dans l'agriculture	Drainage
Couronne verte		Qualité de vie	Irrigation
Coût des intrants		Successeur connu	Orientation technico-économique
Crédit / Endettement		Taille de la famille	Rendements
Disponibilité du foncier			Soutien technique (vétérinaires, irrigation, phytosanitaires)
Disponibilité de la main-d'œuvre			
Documents de planification urbaine			
Entreprise de travail agricole			
Fonds propres disponibles			
Incertitude foncière			
Normes d'hygiène / Traçabilité			
PAC – Aides directes			
PAC – Second pilier, LEADER			
Proportion des terres en propriété			
Revenus agricoles			
Revenus non agricoles			
SAFER			
Soutien de la société civile locale			
Taille de l'exploitation			
Taux d'intérêts			
Urbanisation			
Volatilité / Incertitude prix			